

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 09 septembre 2012

N° 385

PRIX : 0,60 Euro



QUAND DES RAPACES

S'ENRICHISSENT SUR LA FAMINE !

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Quand des rapaces s'enrichissent sur la famine

Page 3

Inondations au Sénégal : les victimes ne peuvent compter que sur elles-mêmes

Page 5

Côte d'Ivoire : quelle que soit l'ethnie, tous les pauvres sont des victimes !

Page 8

- Madagascar : les classes pauvres confrontées au développement du banditisme

- Ethiopie : mort d'un fidèle serviteur de l'impérialisme et des classes riches

Page 10

Afrique du Sud : malgré le recours aux lois de l'apartheid, les mineurs tiennent bon

Page 11

Hollande et la francafrique

ABONNEMENT

FRANCE :

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

**QUAND DES RAPACES
S'ENRICHISSENT SUR LA FAMINE !**

La spéculation capitaliste qui sévit sur le marché mondial des céréales fait planer le spectre de la famine parmi les populations pauvres de toute la planète. Les prix de ces denrées de base ne cessent de grimper. Des millions de personnes de par le monde qui se trouvaient déjà au bord de la famine à cause de leur pauvreté, ne peuvent plus se nourrir car leurs maigres revenus ne leur permettent pas de suivre la hausse des prix des aliments. Si le prix du blé monte, cela va se répercuter sur celui des pâtes et sur celui du pain par exemple. Automatiquement, les autres denrées vont suivre cette évolution. C'est la logique de ce système barbare qu'est le capitalisme.

Depuis le mois de juillet, le prix du maïs a connu une hausse de près de 50 % entraînant dans son sillage celui des autres céréales, surtout du blé et du soja. Certes, une des pires sécheresses sévit actuellement dans les principaux Etats américains producteurs de maïs et de soja et la météo fait craindre une chute de rendement sur le blé en Russie et en Ukraine. Mais, même cela est loin de pouvoir imprimer aux prix des céréales les hausses spectaculaires qu'elles connaissent actuellement.

Le fait est que des spéculateurs, dès l'annonce de la sécheresse et de la baisse de la production mondiale de maïs, ont flairé la bonne affaire en pariant de faire des fortunes sur la pénurie. Ainsi les années passées, 20% de la production du maïs était concerné par la spéculation. Cette année, les capitaux spéculatifs s'en sont emparés de 85%. Ces spéculateurs vendent et rachètent les stocks de céréales dans le seul but de faire des bénéfices sur les achats et ventes successifs, entraînant les prix vers des pics. La pénurie est donc pour ces capitalistes l'occasion de faire des centaines de millions, voire même des milliards de francs de bénéfice, sans tenir compte le moindre du monde des conséquences de leurs agissements.

Déjà l'augmentation du prix des céréales se fait sentir dans la filière de la viande car ces céréales entrent dans l'alimentation du bétail. Les éleveurs aux Etats-Unis ont commencé à abattre leurs bétails à cause du renchérissement du prix du maïs. Cela va inexorablement entraîner l'augmentation du prix de la viande et des produits laitiers.

« En temps normal », même quand il n'y a pas de crise alimentaire aiguë, 37.000 personnes meurent de faim chaque jour. Un enfant meurt de faim toutes les cinq secondes.

En 2007-2008, il y avait eu une explosion des prix des céréales. Cela avait provoqué des émeutes de la faim qui avaient alors secoué une grande partie des pays pauvres, de Dakar à Mexico en passant par le Caire. Aujourd'hui les prix se rapprochent de nouveau des records de 2008. Une telle hausse, si elle se maintient, c'est la famine assurée pour

des millions de personnes qui se battent déjà pour survivre au jour le jour. Pour beaucoup d'entre eux, ce sera une condamnation à mort.

Une société dans laquelle il est « normal » qu'une poignée d'individus, pour multiplier sa fortune, puisse condamner à la

faim des millions de personnes et même à la mort, est une société inacceptable. C'est pourquoi, c'est un impératif de débarrasser la société du système capitaliste et de la réorganiser de sorte qu'elle réponde aux besoins et aux aspirations de tous.

INONDATIONS AU SENEGAL

LES VICTIMES NE PEUVENT COMPTER QUE SUR ELLES-MÊMES

Chaque année, en saison des pluies, des quartiers de Dakar et de sa banlieue sont inondés tout comme les villes de Touba, Saint-Louis ou Mbour. Le phénomène est récurrent. Mais cette année, c'est pire : des quartiers qui n'ont jamais connu d'inondations sont cette fois sous les eaux. Les zones les plus touchées par la catastrophe sont les quartiers populaires des banlieues où il manque de canalisations pour évacuer les eaux de pluie. Des hôpitaux sont inondés, des écoles sont fermées, des travailleurs ne peuvent plus se rendre au travail, surtout ceux qui habitent les banlieues.

A ce jour, selon les chiffres officiels, on compte plus de 40 morts dans le pays, des familles entières errent, à la recherche des « terres fermes ». Les biens matériels sont considérables..

Ecoeuvrés par cette situation, des jeunes des quartiers Grand Yoff, de la Patte d'Oie et de Grand Médine ont manifesté leur colère dans la rue. Les forces de police sont aussitôt intervenues pour les réprimer et les disperser à coups de gaz lacrymogène.

En l'absence de Macky Sall qui passe de belles vacances en Afrique du Sud, pendant que les populations sénégalaises souffrent, le ministre de l'Intérieur a déclaré le plan ORSEC. Mais les premiers résultats de ce plan semblent ridicules voire lamentables : des dizaines de familles sont entassées dans des écoles ou dans d'autres lieux publics, et abandonnées à leur sort, sans vivres, sans eau potable ; elles vivent dans l'insalubrité totale ; quelques camions citernes parcourent certaines rues, pompent l'eau mais leur action reste éphémère tout comme celle des sapeurs pompiers dépassés par l'ampleur du sinistre.

Mais les populations n'ont pas attendu le déclenchement du plan ORSEC pour s'organiser. Entre familles, entre voisins ou amis, les gens ont courageusement fait face au sinistre



Des habitants des quartiers pauvres fuient leurs maisons inondées

Informé de l'ampleur des dégâts, Macky Sall a écourté son séjour. Rentré le 30 octobre, il a notamment déclaré : « J'ai décidé de soumettre en procédure d'urgence un projet de loi constitutionnel pour la suppression du Sénat. Les ressources prévues pour cette institution (près de 8 milliards de francs CFA) seront ainsi consacrées à la solution des inondations ». La suppression du poste de Vice-président dévolu par le fils de Wade est aussi à l'ordre du jour. A ceux qui se sont ouvertement prononcés contre la suppression du Sénat comme Landing Savaré (And-Jef) ou des pontes du PDS de l'ancien président Wade, il a ajouté : « Je sais la peine des partisans du maintien du Sénat, mais lorsque la détresse des populations est aussi ample, il faut savoir opérer des ruptures ».

C'est vraiment cynique et hypocrite de se servir du malheur des populations déshéritées pour régler un compte politique entre gens du même monde qu'ils sont. Le Sénat, créé par Abdoulaye Wade est constitué en majorité par ses partisans; sa suppression laisserait le champ libre à Macky pour agir. Le propos sur les 8 milliards qui serviraient à secourir les sinistrés n'est qu'un grossier mensonge. Les victimes n'en verront pas la couleur, de même que les dons (un compte en banque à l'intention des donateurs est ouvert par le ministre de l'Intérieur). Ces dons qui affluent de toute part, en monnaie ou en nature, vont prendre un autre chemin : la poche des dirigeants ou détournés au profit de leurs familles et de leurs proches. Bien sûr, ils vont faire des gestes symboliques en direction des victimes pour faire croire qu'ils s'en occupent. Mais leur principale préoccupation est d'en profiter au maximum.

Ce qui a tué, ce ne sont pas seulement les pluies et les inondations ; c'est l'incurie et l'immobilisme des dirigeants. Ils savent, depuis

Senghor jusqu'à Macky, en passant par Diouf et Wade, que chaque année, en période des pluies, il y a des crues. Mais tous se croient les bras ou faisaient semblant de faire quelque chose. Aujourd'hui, les Macky et compagnie ne sont pas sinistrés, et ne le seront pas. Ils habitent au Plateau, dans les quartiers très huppés de Dakar, à l'abri des inondations.

Ce qui est évoltant, c'est que parmi ces gens-là, certains, par leurs déclarations, osent reprocher aux populations pauvres de s'installer là où il ne fallait pas : dans des endroits humides et à risques. Ces ignobles personnes-là feraient mieux de se taire.

Les travailleurs, les petites gens ne peuvent pas trop compter sur ces dirigeants pour résoudre leurs problèmes : inondations, coupures d'électricité, coupures d'eau, cherté de la vie, etc. Ces dirigeants sont là pour veiller sur les biens des riches capitalistes, aussi bien étrangers qu'internationaux.

MALI

ILS PRETENDENT VOULOIR LUTTER CONTRE L'INSTAURATION DE LA CHARIA AU NORD MAIS A BAMAKO, ILS FONT LA COUR AUX IMAMS REACTIONNAIRES

Le 12 août dernier près de 60.000 personnes étaient réunies au stade de Bamako pour participer à un meeting organisé par le Haut Conseil Islamique (HCI). Ce fut une véritable démonstration de force des imams de Bamako. Tous les politiciens sont venus sagement acclamer leurs discours. C'était l'endroit où il fallait être pour se faire adouber et pour s'assurer une position confortable dans le gouvernement d'«union nationale» qui allait être mis sur pied.

Le HCI a une grande influence sur la société malienne. Même ceux qui portent le képi se mettent au garde-à-vous devant eux. La preuve en est que l'ancien président ATT, tout galonné qu'il est, a dû faire marche arrière devant la levée de bouclier des imams lorsqu'il a voulu modifier quelque peu le statut juridique de la femme au Mali dans un sens un peu moins défavorable. Ces modifications concernaient, entre autres, l'âge du mariage égal des jeunes filles, le droit à l'héritage

égal entre fille et garçon, l'égalité entre le père et la mère en matière d'autorité parentale sur les enfants, etc. Les imams ont trouvé qu'il ne fallait pas toucher au statut moyenâgeux en vigueur jusqu'ici. Ils ont alors invité leurs fidèles à venir protester contre la révision du statut de la femme. Environ 50 000 fidèles se sont rassemblés au stade de Bamako. Ils ont brandi des tablettes du Coran et scandé des sourates.

La trouille au ventre, ATT a fait marche arrière. Et pour sauver la face, il a proposé une écriture du texte afin de le faire adopter par le parlement après un débat consensuel. Mais ce texte modifié et dépouillé des propositions un peu intéressantes en faveur de la femme était encore trop «occidental» aux yeux des milieux traditionnels musulmans. Lorsque, après avoir été mis en sommeil et amendé, ce nouveau texte est sorti, les imams ont de nouveau appelé à un rassemblement. De recul en recul, il ne restait

plus rien du nouveau «code de la famille». ATT s'est mis à plat ventre devant les imams. Cependant, Il faut dire aussi que le petit milieu des journalistes et de l'intelligentsia qui s'autoproclame volontiers «progressiste» et «démocrate», est resté bouche cousue devant le dictat des imams. Certains «intellectuels» se sont même distingués en reprochant à ATT de n'avoir pas voulu tenir compte des «valeurs traditionnelles du pays» et d'avoir voulu calquer une «vision occidentale».

Lorsque, le 22 mars dernier, ATT fut renversé par un putsch militaire dirigé par le capitaine Amadou Sanogo, la plupart de ces intellectuels ont soutenu les putschistes. Ils ont vu en eux des «sauveurs» qui allaient mettre fin à la corruption et surtout une équipe qui allait «reconquérir le Nord». Aveuglés par le nationalisme du «Grand Mali», ils sont obnubilés par «l'intégrité territoriale du Mali». Les frontières

artificiellement tracées par les colonisateurs pour diviser les peuples africains sont devenues pour eux «sacrées» et «inviolables».

Ce sont les mêmes qui ont applaudi le rassemblement organisé par les imams au stade de Bamako le 12 août dernier. Ils voient en ces imams réactionnaires (qu'ils qualifient de «modérés») un rempart contre le pouvoir des islamistes dans le nord du pays. Ils croient et font croire autour d'eux que le Haut Conseil Islamique est contre l'instauration de la Charia au Mali et donc qu'il faudrait le soutenir. Ce n'est plus de l'aveuglement ni du manque de courage politique. C'est criminel.

Les travailleurs et les femmes opprimées n'ont aucun intérêt à suivre les «conseils» de ces gens-là. Ce sont des ennemis des exploités, de l'émancipation de la femme et du progrès humain en général.

CÔTE D'IVOIRE

VIOLENCE INTERCOMMUNAUTAIRE A DUEKOUÉ

QUELLE QUE SOIT L'ETHNIE TOUS LES PAUVRES SONT DES VICTIMES !

Le 20 juillet dernier, la ville de Duekoué a été le théâtre des massacres intercommunautaires. Ce n'est pas la première fois que cela arrive dans cette ville. Cette fois-ci, c'était suite à une altercation entre des voleurs et les habitants du quartier Kokoman, habité majoritairement par des Malinké et des ressortissants de la sous-région. Ces derniers, en poursuivant les voleurs qui se sont cachés dans le camp des déplacés internes de Duekoué, nommé Nahibly, ont détruit tout et même tué des personnes innocentes. Ensuite, ils se sont attaqués à un autre camp qui n'avait rien à voir avec cette histoire.

Mais pourquoi une histoire banale qui pourrait passer pour un fait divers, a pu être source de telles violences et de tels massacres ?

Le problème de Duekoué et surtout les problèmes à l'ouest du pays sont avant tout un problème lié au foncier rural qui, depuis des années ne trouve pas de solution durable.

C'est depuis les années 70 que des vagues de populations venues de différents endroits du

pays ont commencé à exploiter les terres fertiles des forêts de l'Ouest. Cet endroit fut en quelque sorte «l'eldorado» pour le café et le cacao.

A cette vague de populations venues des quatre coins du pays, va s'ajouter celles des pays limitrophes comme le Burkina et le Mali, toujours pour la culture du café et du cacao. Dès le début des années 80, les premières crises de la terre vont éclater. Malheureusement, elles ne seront pas résolues mais plutôt déplacées par les autorités d'alors.

Les politiciens, ceux déjà au pouvoir comme ceux qui aspiraient à y parvenir, vont se servir de cette situation conflictuelle liée à la terre pour leurs intérêts respectifs. Les uns et les autres vont s'ingénier dans l'art de la démagogie criminelle pour faire de la propagande auprès de la population native de ces régions. Ce fut le cas du FPI au début des années 90. De son côté, Bédié fit de la surenchère avec sa politique xénophobe de «l'Ivoirité». Les conséquences de tout cela, ce sont des violences fratricides entre les différentes

communautés qui vivaient auparavant en parfaite symbiose. Ont eu lieu des massacres comme l'attaque de Petit Dukoé et Guitrozon, ou celui de Dukoé en janvier 2011 qui a fait plus d'une centaine de morts.

Avec la victoire du nouveau pouvoir, la violence a changé de camp. Mais ce sont toujours les populations pauvres qui payent le prix fort avec des massacres à répétition. On a même parlé de charnier avec plus de mille morts.

Aujourd'hui, les dirigeants (ceux du pouvoir comme ceux de l'opposition), font semblant de déplorer cette situation. Ils font des discours moralisateurs du genre : « on doit s'aimer et essayer de régler les problèmes sans violences, etc. ». Quelle bande d'hypocrites ! Car ce sont eux les vrais responsables de cette flambée de violence intercommunautaire.

Aujourd'hui ils endossent les habits de pompiers après avoir joué aux pyromanes. Ce sont des ennemis des classes pauvres des villes et des campagnes.

Face à ces représentants du capitalisme (qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition), nous qui souffrons de l'exploitation, nous qui souffrons de ces massacres à répétition, quelle que soit notre ethnie ou notre région d'origine, ce que nous avons en commun c'est que nous faisons partie des classes pauvres et exploitées. Nous pouvons dire non et combattre nos ennemis communs en nous retrouvant sur le terrain de la lutte de classe. En dehors de ce terrain de classe, il n'y a aucune issue pour les travailleurs et pour les pays pauvres.

CÔTE D'IVOIRE

REGAIN D'INSECURITE ET DE REPRESSION : C'EST LA POPULATION PAUVRE QUI TRINQUE

Après sa prise de pouvoir suite à la crise postélectorale, Ouattara avait parlé de rétablir la sécurité et de réconcilier les ivoiriens. Il a mis en place une Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR) qui est censé aplanir les tensions entre les populations. Sauf que cette commission, c'est surtout du vent. C'est toujours l'insécurité partout. De plus, depuis le début du mois d'août des individus non identifiés ont mené une série d'attaques contre les positions des FRCI. Cela a commencé par les camps d'Akouédo, ensuite Dabou et aux environs de Grand-Lahou et de Jacquville. Officiellement on en est à une dizaine d'attaques qui ont fait autant de morts en tout.

Qui se cachent derrière ces attaques ? Dans le camp gouvernemental on parle « d'assaillants » en accusant les miliciens et mercenaires pro-Gbagbo. Alors que pour le FPI, les auteurs ne sont autres que les démobilisés du camp Ouattara. Que ce soit les uns ou les autres ou, avec toutes ces armes qui circulent, simplement des bandits, cette situation a créé un climat de tension plus aigu que lors des mois précédents. Le pouvoir en place a rappelé ses réservistes et a mis l'armée en alerte. Des barrages

sont érigés un peu partout. Les contrôles ont été accentués et régulièrement des rafles et des perquisitions avec arrestations sont effectuées dans des quartiers et villages environnant les lieux des attaques. Cette répression nous rappelle celle menée par l'ancien régime contre le « commando invisible » qui agissait impunément dans certains quartiers. Comme Gbagbo en son temps, Ouattara semble impuissant devant cette situation où les « assaillants » sont invisibles. Alors à défaut de capturer ses invisibles, il a mis en prison quelques dirigeants connus du FPI en les accusant d'être les donneurs d'ordre.

Ce qui est par contre sûr, c'est que de ce climat d'insécurité et de répression, ce sont les plus pauvres qui vont souffrir une fois de plus. Les rafles, les fouilles intempestives sous prétexte de chercher des armes ce sera dans les quartiers pauvres. Et avec cela, exactions et dépouillements, vont se multiplier.

Quant aux patrons, même s'ils préfèrent la stabilité pour leurs affaires, ils ont montré plus d'une fois qu'ils peuvent amasser fortune en temps de troubles. De plus, ils peuvent se payer des hommes en armes pour garder leurs usines et leurs résidences

TCHAD

LA GREVE DANS LA FONCTION PUBLIQUE POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES CONTINUE

Le 27 août, les travailleurs du secteur public, à l'appel de l'Union des syndicats du Tchad (UST) ont continué leur mouvement de grève lancé le 17 juillet dernier, pour une semaine reconductible, avec un service minimum dans les domaines essentiels comme la Santé, face à l'attitude du gouvernement qui refuse toujours de satisfaire leurs revendications. L'UST a aussi « appelé les camarades du secteur privé à un élan de solidarité syndicale, pour qu'avec leur action, (...) le mouvement soit beaucoup ressenti et puisse amener le gouvernement à revoir sa position figée ». Les agents de l'Etat réclament l'application de l'accord signé avec le gouvernement le 11 novembre 2011 sur une grille salariale pour une augmentation générale des salaires.

Cet accord intervenu entre le gouvernement d'une part et l'UST et la Confédération libre des travailleurs du Tchad (CLTT) d'autre part, réside en quatre points dont l'échelonnement sur trois ans de cette grille évaluée à 12,5 milliards de francs CFA, à raison de 20% en 2012, soit 2,5 milliards, 40% en 2013, soit 5 milliards et de même en 2014. Si cet accord était appliqué, au bout de trois ans, le salaire minimum d'un fonctionnaire passerait à 120.750 francs CFA par mois dans l'Education, 117.300 dans la Santé et à 93.150 dans les autres secteurs. Pour comparaison, rappelons que le SMIG est d'environ 60.000 francs CFA.

Le gouvernement n'a pas tenu sa promesse. Le Premier ministre qui a rencontré tout dernièrement les grévistes, a déclaré: « Vos revendications sont légitimes mais seulement l'Etat n'a pas les moyens de les satisfaire tout de suite ». Quant à son patron Idriss Deby, il menace de rompre les négociations avec les syndicats pour organiser un « référendum » sur les

augmentations de salaires. Si pour le moment cette annonce reste lettre morte, et fait plutôt sourire, il a mis en place un système de « pointage » des agents de l'Etat pour ne pas payer le salaire des grévistes ; il refuse toujours de satisfaire les revendications des travailleurs alors qu'il a signé lui-même l'accord du 11 novembre 2011, sous prétexte qu'« Augmenter les salaires, c'est dilapider les ressources financières ».

Mince alors ! Qui dilapide les « ressources financières » de l'Etat si ce n'est pas lui, Deby, sa famille et son clan ? Le bruit court à Ndjaména qu'il est devenu multimilliardaire, et cela grâce surtout au pétrole de Doba, dans le Sud dont les miettes substantielles vont directement dans sa poche. Mais la plus grosse partie des dividendes est accaparée par des pétroliers internationaux qui exploitent ce pétrole. L'une des ses femmes est devenue la plus importante femme d'affaires du pays : elle gère des restaurants, et ses cars sillonnent tout le sud du pays. Quant à son grand frère, c'est lui qui gère les affaires du clan, ce qui ne l'empêche pas de faire des affaires, notamment dans le transport. Deby a sans doute confondu dilapidation des ressources financières de l'Etat et revendications des droits des travailleurs.

Les agents de l'Etat ne font que défendre leur « gombo » (en quelque sorte leur gagne pain) et c'est leur droit légitime. Par la grève, ils cherchent à faire céder Deby avec son arrogance et son mépris envers du monde du travail, et son gouvernement.

Ils ont raison de ne pas se laisser faire par ces bandes de brigands, par ces bandes voleurs qui les dirigent

MADAGASCAR

LES CLASSES PAUVRES CONFRONTEES AU DEVELOPPEMENT DU BANDITISME

Les attaques perpétrées par des voleurs de zebus sont récurrentes à Madagascar, surtout dans les régions du sud où les troupeaux sont nombreux et constituent parfois l'unique source de revenus des villageois. Ce qui est nouveau c'est que ce phénomène s'amplifie et devient de plus en plus meurtrier. De véritables gangs se sont constitués qui se livrent à des pillages de vastes troupeaux de bétail avec lesquels ils se réfugient dans des zones difficilement accessibles dont ils ont le contrôle. Se sont constitués ainsi de véritables filières mafieuses qui aboutissent vers l'exportation ou vers certains abattoirs des grandes villes du pays.

Les gendarmes et autres forces de l'ordre qui sont généralement prompts à rançonner les petites gens, ne se hasardent pas beaucoup dans ces zones, ou pire : de nombreux éléments se laissent corrompre de multiples façons par les pillards.

La presse dit que des jeunes des villages victimes des vols de zebus à répétition sont armés par des hauts gradés de la gendarmerie nationale, détachés depuis la capitale vers différentes localités où sévissent les pillards. Elle dit aussi que fin août début septembre, plus de cent personnes ont été tuées, bandits et villageois confondus. Selon les autorités, des gendarmes ont péri au cours de cette opération.

Madagascar est un pays grand comme une fois et demi la France. Le sous-sol est riche. La terre n'est pas plus ingrate que celle de bien

d'autres pays et les vastes pâturages sont susceptibles de nourrir le bétail et par voie de conséquence les êtres humains qui y habitent. Malgré cela la plupart des gens vivent très difficilement, dans des conditions sans cesse en recul. Tout le monde n'est cependant pas logé à la même enseigne, les inégalités sont criantes entre ceux qui possèdent des capitaux et ceux qui s'échinent du matin au soir sans pouvoir être en mesure ne serait-ce que de manger véritablement à leur faim.

L'Etat central, en proie actuellement aux luttes intestines que se livrent les dirigeants entre eux pour le pouvoir et pour l'enrichissement qui va avec, se révèle incapable d'endiguer le phénomène de banditisme dans les campagnes comme d'ailleurs dans les villes où sévit actuellement une insécurité grandissante. Des bandes de voyous s'en prennent à la population surtout durant la nuit, dans les quartiers mal éclairés. La répression est la seule réponse que le régime apporte lorsqu'il en apporte une.

Les injustices sont tellement criantes, la situation s'aggrave et se dégrade à grande vitesse, à la mesure de la montée du chômage et de la misère engendrés par le système capitaliste malade. La crise capitaliste conjuguée à la querelle sans fin des clans qui s'entredéchirent à la tête du pays, constitue une situation propice à la montée de toutes sortes de calamités, le banditisme en est une parmi d'autres.

ETHIOPIE

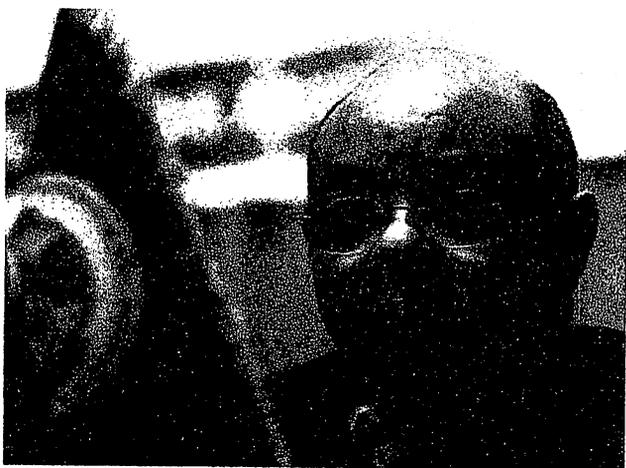
MORT D'UN FIDELE SERVITEUR DE L'IMPERIALISME ET DES CLASSES RICHES

Le Premier ministre éthiopien, Meles Zenawi est décédé le 20 août. Depuis le mois de juillet il était absent de la scène politique. Le silence des dirigeants de l'Etat éthiopien donnait libre cours à toutes les spéculations des médias. De fait en l'absence du Premier ministre le Vice

Premier ministre, Hailemariam Desalegn l'a remplacé. C'est depuis peu qu'on apprend que Meles était gravement malade et hospitalisé en Belgique.

Lorsque, le 20 août, son décès devient officiel, beaucoup de personnes ont pleuré. Au

cours de la cérémonie d'enterrement on a vu des dizaines de milliers de gens sortir pour également le pleurer. Mais c'est du cinéma monté de toute pièce par les dirigeants. On a vu dans les médias tous les ~~beni-oui~~ oui faire leur déclaration avec des larmes aux yeux. Ses partisans ont commencé à descendre dans la rue. Oh bien sûr c'était une des rares manifestations qui n'a pas été interdite. Son régime qui a duré 21 ans était une dictature féroce. Il a dirigé le pays d'une main de fer. Tous les partis et organisations d'opposition étaient interdits. Les journalistes qui ne font pas les louanges du régime étaient emprisonnés. Il a introduit dans le pays la politique de l'ethnisme. Depuis son pouvoir on peut considérer que le pays est gouverné par l'ethnie du Tigré. C'est une ethnie minoritaire habitant dans le nord de l'Ethiopie. Tous les postes de responsabilité au niveau du gouvernement sont détenues par des personnes issues de la même ethnie. Son gouvernement a fait du nettoyage systématique dans l'administration jusqu'au niveau des petits cadres. Les plus vieux sont poussés vers la retraite et les nouvelles embauches sont faites très souvent parmi les Tigréens. C'est la même situation dans les entreprises semi-étatiques.



Meles Zénawi, ex-Premier ministre de l'Ethiopie

Meles Zenawi était du temps du régime militaire de Mengistu Hailemariam le dirigeant du Front de libération du peuple tigréen. Allé au Front de libération de l'Erythée il était au maquis dans le Tigré. L'alliance des deux fronts a affaibli le régime de Mengistu qui s'est disloqué en 1991 très rapidement. Et les maquisards du Tigré ont facilement démantelé l'armée du Derg (c'est-à-dire celle de l'époque de Mengistu). Et pendant 21 ans l'Ethiopie est dirigée par une dictature avec Meles

Zénawi en tête. Les réformes qui ont été imposées ne tiennent plus compte des anciens gouvernements. Les dirigeants ont introduit un découpage administratif du pays basé suivant l'appartenance ethnique et régionale. Situation absurde parce que les grandes ethnies qui peuplent l'Ethiopie, comme les Oromos et les Amharas habitent un peu partout dans le pays. Les représentations parlementaires sont suivies par les régions et les ethnies aussi. Et dans cette situation on peut dire que Meles a réussi à introduire l'ethnisme dans la manière dont le pays est gouverné. Et pour faire démocratique il introduit quelques éléments d'autres ethnies au sein du gouvernement, comme le Vice premier ministre Hailemariam Desalegn qui est considéré comme une marionnette du régime.

Sur le plan économique le gouvernement de Meles Zénawi a largement ouvert le pays aux investisseurs étrangers. En bouleversant le régime foncier il a vendu des centaines de milliers d'hectares de terres agricoles à des capitalistes chinois et indiens en particulier. C'est ainsi que des populations paysannes ont été chassées de leurs terres avec de indemnités dérisoires. Les pauvres des villes et de la campagne n'ont pas à le regretter. Malgré une relève économique dont tout le monde se félicite, il n'y a pas de travail pour les jeunes. Le chômage est endémique. Avec l'augmentation des prix des denrées alimentaires de première nécessité la vie est très dure pour la population pauvre.

Une grande partie de l'économie est contrôlée par des entreprises qui sont de véritables émanations du parti au pouvoir, le EPRDE (le front révolutionnaire et démocratique du peuple éthiopien). Certes la capitale, Addis Abeba, a changé d'allure depuis que les entreprises de grands travaux ont mis la ville en chantier. Souvent à aussi c'est en chassant les pauvres de la ville sans leur donner des solutions viables.

C'est sûr que les capitalistes peuvent faire l'éloge de cet homme qui était à leur service. Pour les Etats Unis Meles est le bon élément. Depuis les années 1990 il a mis l'armée éthiopienne à leur service. La Somalie voisine, sans un Etat central depuis 1992 est à la merci des bandes armées islamistes. Les Etats impérialistes ne veulent pas envoyer leurs troupes dans ce pays. Ainsi ce sont les troupes éthiopiennes qui leur ont servi de mercenaires. Bien sûr pour ce «service» les Etats-Unis payent à l'Etat éthiopien, plusieurs centaines

de millions de dollars. De 2006 à 2009 l'armée éthiopienne est restée sur place en Somalie. A l'heure actuelle en plus de la force armée de l'Union africaine, l'Ethiopie et le Kenya ont leurs troupes présentes dans ce pays.

L'Ethiopie fait partie des pays les plus peuplés et les plus grands en Afrique et les imperialistes sont toujours intéressés par sa position stratégique proche au Moyen Orient.

Qui sera le dirigeant qui va remplacer Meles ? Comme la vie politique à l'intérieur de la

caste dirigeante est complètement fermée tout le monde est dans l'expectative. L'opposition est muséifiée. Les héritiers peuvent changer la constitution à tout moment. Jusqu'à présent à part Meles Zenawi aucun autre homme n'est apparu sur la scène. Ce qui est sûr, c'est que la population vit dans la crainte du retour de l'instabilité dans le pays. Et comme dans la plupart des pays du Tiers monde les travailleurs des villes et de la campagne n'ont pas d'organisation pour défendre leurs intérêts. C'est cette organisation qu'il est indispensable de créer dans l'avenir.

AFRIQUE DU SUD

MALGRE LE RECOURS AUX LOIS DE L'APARTHEID LES MINEURS TIENNENT BON

Le gouvernement sud-africain qui se targue d'être une « démocratie arc-en-ciel », vient de montrer une fois de plus, et de manière criminelle, son vrai visage anti-ouvrier en faisant massacrer des travailleurs en grève dans la mine de Marikana.

Comble d'hypocrisie, Jakob Zuma a fait semblant de s'en émouvoir et a décrété un « deuil national ». Il est venu verser des larmes de crocodile sur le sort des mineurs et de leurs familles endeuillées. Il a en outre mis sur pied une « commission d'enquête » pour établir la « vérité » sur ce massacre. Mais les travailleurs en grève ne sont pas dupes. La vérité c'est que le gouvernement est entièrement du côté des patrons de la mine. Il fait le sale boulot de chien de garde de la grande bourgeoisie qui fait fortune dans ce pays.

Malgré le massacre des leurs, malgré l'ultimatum de la direction de la mine qui les menace de licenciement s'ils ne reprennent pas le travail, malgré les intimidations du gouvernement à l'encontre des grévistes, la grève continue. Elle a été reprise dans d'autres mines de platine et s'étend maintenant dans les mines d'or.

Nous reproduisons ci-dessous, un article paru dans l'hebdomadaire « Lutte Ouvrière » (France), dans son numéro du 9 septembre.



Des grévistes de Marikana attendent l'issue des négociations avec le gouvernement

Le massacre qui avait fait 34 victimes, le 16 août, parmi les grévistes de la mine de platine Lonmin, à Marikana, au nord-ouest de Johannesburg, n'en finit pas de secouer la vie politique et sociale sud-africaine.

Les 28 000 ouvriers de Marikana, qui en sont à leur quatrième semaine de grève sans donner signe de faiblesse, ont d'ores et déjà entrainé dans leur sillage de nombreuses mines de platine, où les mineurs font grève pendant un ou deux jours,

reprennent le travail pour souvent se remettre en grève quelques jours plus tard.

Partout la revendication des 1 250 euros par mois est reprise, et souvent vient s'y ajouter celle de la réélection des permanents locaux du puissant syndicat des mineurs (NUM), accusé, à juste raison, de collusion avec les compagnies minières.

Mais ce qui commence réellement à inquiéter les barons de la mine et le gouvernement sud-africain est le fait que le mouvement a désormais franchi les traditionnelles frontières corporatistes pour gagner le secteur bien plus important des mines d'or. Le 29 août, les 12 000 ouvriers d'une mine Gold Fields (4e producteur mondial d'or) se sont mis en grève, à Westonaria, à l'ouest de Johannesburg. Presque aussitôt leurs camarades de la mine Gold One de Modder, pourtant à l'autre bout de la province de Johannesburg, ont suivi leur exemple. Et haussé les revendications sont les mêmes que dans le platine, tout comme d'ailleurs la brutalité des nervis, officiels ou non, des compagnies minières : à Modder, par exemple, quatre ouvriers ont été gravement blessés au premier jour de la grève par des agents de sécurité.

Et pourtant, si l'expression de la colère des mineurs prend ainsi de l'ampleur, ce n'est pas faute de tentatives de la part des autorités pour les intimider, voire les terroriser. Ce qu'elles n'avaient pas prévu néanmoins, c'est que ces tentatives manqueraient leur but et, en plus, se retourneraient contre elles.

Ainsi un premier scandale a éclaté lorsque la presse s'est fait très largement l'écho de nombreux témoignages de mineurs arrêtés après le massacre de Marikana, accusant la police de passages à tabac systématiques, voire de tortures pures et simples.

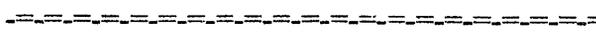
Mais surtout, le comble du cynisme a été atteint le 30 août, lorsque le tribunal de Ga-Rankuwa a inculpé d'assassinat 279 mineurs de

Marikana arrêtés ou blessés le 16 août... pour le meurtre de leurs propres camarades par la police ! Pour cela il a suffi qu'un procureur régional, d'ailleurs lui-même ancien procureur de lère de l'Apartheid, ressorte des placards une loi soignée de son temps, avec l'assentiment du gouvernement multiracial. Cette loi, dite « doctrine de l'objectif partagé », avait servi au régime de l'Apartheid à condamner de très nombreux militants à de lourdes peines de prison pour meurtre, au motif qu'ils se revendiquaient d'organisations politiques ou de syndicats dont des membres avaient participé à des manifestations ou grèves au cours desquelles il y avait eu des victimes -- même si ces victimes avaient été tués par la police ou si ces militants eux-mêmes n'avaient pas été présents lors des faits.

La fin de l'Apartheid n'a donc rien changé à l'attirail répressif de l'État contre ceux qui s'opposent aux classes possédantes !

Quoi qu'il en soit, face au scandale national déclenché par cette inculpation collective, le gouvernement a dû faire machine arrière. Le 3 septembre, toutes les inculpations liées au massacre du 16 août ont été levées et 162 mineurs ont été immédiatement libérés. Mais l'enquête criminelle sur les dix morts (dont six grévistes) qui avaient précédé le 16 août continue. Plus d'une centaine de mineurs restent dans les gôles de la police, tandis que les 162 autres ne bénéficient que d'une libération conditionnelle, avec interdiction de participer à des rassemblements sous peine de retourner derrière les barreaux -- ce qui équivaut à leur interdire de participer à leur propre grève !

Une bataille a donc été gagnée mais pas encore la guerre, loin s'en faut. Le gouvernement a dû céder un peu de terrain, mais les barons de la mine tiennent toujours bon. Jusqu'à quand, cela dépendra de la capacité des mineurs à se servir de leur force collective, qui est considérable dans ce pays, pour se faire craindre des grandes compagnies qui pillent l'Afrique du Sud avec l'aide de son gouvernement.



HOLLANDE ET LA FRANCAFRIQUE

François Hollande, en s'adressant aux pays africains, a dit qu'avec son avènement au pouvoir, s'en était fini de la francAfrique. Ce ne sont là que des paroles de politicien. Il serait naïf de se laisser avoir par l'étiquette socialiste de François Hollande et de croire qu'à partir de maintenant, l'impérialisme français cessera de soutenir ses valets africains.

contre des peuples colonisés qui se sont battus pour se libérer du colonialisme français. Il faut rappeler que le dirigeant socialiste, Guy Mollet devenu président du Conseil en 1956, fit voter par l'Assemblée les pouvoirs spéciaux à l'armée, ce qui va accentuer la guerre coloniale en Algérie et généraliser la pratique de la torture à l'encontre des combattants du FLN. Le service

militaire est porté à 27 mois, et le nombre de soldats français en Algérie passe de 100.000 en 1955 à 600.000 en septembre 1956.

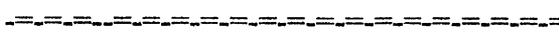
Il faut rappeler aussi que c'est sous un gouvernement socialiste qu'en 1947, fut épinglée dans le sang la révolte à Madagascar. Il y eut de 30.000 à 100.000 morts.

La vérité, c'est que François Hollande comme ses devanciers sont responsables devant la bourgeoisie française. Ils l'ont maintes fois prouvé. Ce sont les fidèles exécutants de la volonté de cette dernière. Et tant que c'est l'intérêt de la bourgeoisie française de maintenir ses anciennes colonies africaines dans son giron sous la forme vieillotte de la «francAfricaine» ou sous une nouvelle forme un peu plus «évoluée», les politiciens comme Hollande et autres exécuteront.



François Hollande, comme d'autres dirigeants français, sera présent les 13 et 14 octobre à Kinshasa

Le Parti socialiste est associé à la gestion du pouvoir depuis longtemps. Et c'est ce même parti qui a souvent meré des répressions féroces



CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.